



CHAPITRE 63

Loi modifiant la Loi de la Société du parc industriel du centre du Québec

[Sanctionnée le 14 mai 1971]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

1968, c.
60, a. 20,
mod.

1. L'article 20 de la Loi de la Société du parc industriel du centre du Québec (1968, chapitre 60) est modifié en ajoutant, à la fin du deuxième alinéa, ce qui suit: « et acquérir par expropriation tout immeuble ou autre droit réel qui y est situé et qui est nécessaire pour l'installation des services publics devant desservir le territoire décrit à l'annexe ».

Id., a. 22,
mod.

2. L'article 22 de ladite loi est modifié en remplaçant le paragraphe 1 par le suivant:

Exécution de
travaux.

« **22.** 1. La Société peut exécuter tous les travaux requis pour la mise en œuvre de tout plan visé à l'article 21; elle peut aussi exécuter sur les terrains dont elle est propriétaire ou sur lesquels elle a un droit réel et qui sont situés à l'extérieur du territoire décrit à l'annexe tous les travaux nécessaires pour l'installation des services publics devant desservir ce territoire.

Contrat de
\$25,000
ou plus.

À moins qu'il ne comporte une dépense inférieure à \$25,000, un contrat pour l'exécution de travaux ou la fourniture de matériel ou de matériaux ne peut être adjugé qu'après demande de soumissions publiques par annonce dans au moins un journal quotidien. »

CHAPTER 63

An Act to amend the Central Québec Industrial Park Corporation Act

[Assented to 14th May 1971]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

1. Section 20 of the Central Québec Industrial Park Corporation Act (1968, chapter 60) is amended by adding at the end of the second paragraph the following: "and acquire by expropriation any immovable or other real right situated there and necessary for the installation of public services intended to serve the territory described in the schedule".

2. Section 22 of the said act is amended by replacing subsection 1 by the following:

“**22.** (1) The Corporation may carry out all the works required for the implementation of any plan contemplated in section 21; it may also carry out on land which it owns or upon which it has a real right, situated outside the territory described in the schedule, all the works necessary for the installation of public services intended to serve such territory.

Unless it involves an expenditure of less than \$25,000, a contract for the carrying out of works or the supply of equipment or materials shall not be awarded except after a call for public tenders by advertisement in at least one daily newspaper.”

1968, c.
60, a. 24,
mod.

3. L'article 24 de ladite loi est modifié en ajoutant, après le dernier alinéa, le suivant :

Applica-
tion aux
terrains
hors du
territoire.

« Le présent article s'applique également aux terrains dont la Société est propriétaire ou sur lesquels elle a un droit réel et qui sont situés en dehors du territoire décrit à l'annexe mais uniquement dans la mesure requise pour l'installation des services publics devant desservir ce territoire. »

3. Section 24 of the said act is amended by adding after the last paragraph the following:

1968, c.
60, s. 24,
am.

"This section shall also apply to land which the Corporation owns, or upon which it has a real right, situated outside the territory described in the schedule but only to the extent required for the installation of public services intended to serve such territory."

Applica-
tion to
land
outside
territory.

1968, c.
60, a. 25a,
aj.

4. Ladite loi est modifiée en insérant, après l'article 25, le suivant :

Approba-
tion de ré-
glements
de taxes.

« **25a.** Tout règlement et toute résolution adoptés par la ville de Bécancour et décrétant l'imposition d'une taxe foncière, d'une taxe d'affaires ou de toute taxe assimilée à une taxe foncière de même que toute résolution d'une commission scolaire dont le territoire est situé en totalité ou en partie dans les limites de la ville de Bécancour et décrétant l'imposition d'une taxe foncière ne peuvent entrer en vigueur et devenir exécutoires avant d'avoir été soumis à la Commission municipale du Québec et approuvés par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Avis au
ministre.

Sur réception d'un tel règlement ou d'une telle résolution, la Commission municipale du Québec l'examine et transmet son avis à leur sujet au ministre de l'industrie et du commerce.

Genre
d'appro-
bation.

L'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil peut être partielle ou restreinte. »

4. The said act is amended by inserting after section 25 the following:

1968, c.
60, s. 25a,
added.

"**25a.** No by-law made or resolution passed by the town of Bécancour providing for the levying of a real estate tax, a business tax or any tax assimilated to a real estate tax, and no resolution of a school board whose territory is situated in whole or in part within the limits of the town of Bécancour providing for the levying of a real estate tax shall come into force and become executory before submission to the Québec Municipal Commission and approval by the Lieutenant-Governor in Council.

Coming
into force
of certain
by-laws,
etc.

Upon receipt of such a by-law or resolution, the Québec Municipal Commission shall examine it and give its advice thereon to the Minister of Industry and Commerce.

Advice to
Minister.

The approval of the Lieutenant-Governor in Council may be partial or restrictive."

Approval.

1968, c.
60, a. 26a,
aj.

5. Ladite loi est modifiée en insérant, après l'article 26, le suivant :

Propriété
de cer-
tains im-
meubles.

« **26a.** La Société est déclarée être la seule propriétaire des immeubles compris dans le territoire décrit à l'annexe et qu'elle possède le 14 mai 1971; tout droit réel pouvant subsister sur ces immeubles, à cette date, en faveur de quiconque autre que la Société, est éteint.

Idem.

La Société est aussi déclarée avoir été, au moment de l'aliénation qu'elle en a faite, la seule propriétaire des immeubles qu'elle a vendus à Glaverbel Canada Limitée le 16 avril 1970; tout droit réel

5. The said act is amended by inserting after section 26 the following:

1968, c.
60, s. 26a,
added.

"**26a.** The Corporation is declared to be the sole owner of the immovables comprised in the territory described in the schedule and which it owns on the 14th of May 1971; every real right which, on such date, may subsist upon such immovables, in favour of any person other than the Corporation, is extinguished.

Owner-
ship of
certain
immov-
ables.

The Corporation is also declared to have been the sole owner of the immovables it sold to Glaverbel Canada Limitée on the 16th of April 1970 at the time it alienated them; every real

Idem.

ayant pu subsister sur ces immeubles en faveur d'un tiers depuis le 16 avril 1970 est éteint depuis cette date.

Droit de réclamation contre la Société.

Quiconque aurait eu droit, sans les alinéas précédents, de réclamer en justice quelque droit réel sur la totalité ou une partie des immeubles mentionnés à ces alinéas, possède désormais un droit de réclamation personnelle contre la Société pour un montant égal à la valeur du droit réel calculée à la date de la sanction de la présente loi. Une telle réclamation personnelle sera prescrite le même jour que l'aurait été la réclamation du droit réel dont elle tient lieu. »

1968, c. 60, ann. remp.

6. L'annexe de ladite loi est remplacée par la suivante:

« ANNEXE

DESCRIPTION DES LIMITES

Un territoire situé dans la ville de Bécancour, comprenant, en se référant aux cadastres officiels des paroisses de Notre-Dame de La Nativité de Bécancour, de Sainte-Angele-de-Laval et de Saint-Édouard-de-Gentilly, les lots ou parties de lots et leurs subdivisions présentes et futures ainsi que les chemins, routes, îles, cours d'eau ou parties d'iceux, le tout renfermé dans les limites ci-après décrites, à savoir:

partant du point d'intersection de la rive sud du fleuve Saint-Laurent avec le prolongement de la ligne nord-est des lots 249 à 257 du cadastre de la paroisse de Saint-Édouard-de-Gentilly; de là, successivement, les lignes et démarcations suivantes: en se référant audit cadastre, ledit prolongement et la ligne nord-est des lots 249 à 257 inclusivement; une ligne brisée séparant d'un côté les lots 269, 268, 294, 267, 266 et 326 des lots 270, 292, 293, 295, 325, 329, 328 et 327; le prolongement dans le lot 326 de la ligne la plus à l'ouest du lot 327; partie de la ligne sud du lot 326 en allant vers l'est jusqu'à la ligne séparative des lots 223 et 224; partie de ladite ligne séparative de lots jusqu'à une ligne passant à mi-distance entre les deux voies principales de l'autoroute n° 30; cette

right which may have subsisted upon such immovables in favour of a third party from the 16th of April 1970 is extinguished from such date.

Any person who, but for the preceding paragraphs, would have been entitled to claim before the courts any real right upon all or part of the immovables mentioned in such paragraphs shall henceforth have a personal claim against the Corporation for an amount equal to the value of the real right, calculated at the date of the sanction of this act. Such a personal claim shall be prescribed on the same day as would have been the claim for the real right which it replaces."

Personal claims against Corporation.

6. The schedule to the said act is replaced by the following:

1968, c. 60, sched. replaced.

"SCHEDULE

DESCRIPTION OF BOUNDARIES

A territory situated in the town of Bécancour, comprising, with reference to the official cadastres of the parishes of Notre-Dame de La Nativité de Bécancour, St. Angèle-de-Laval and St. Édouard-de-Gentilly, the lots or parts of lots and their present and future subdivisions, and the roads, highways, islands, watercourses or parts thereof, the whole comprised within the following limits, namely:

starting at the point of intersection of the south shore of the river St. Lawrence with the extension of the northeast line of lots 249 to 257 of the cadastre of the parish of St. Édouard-de-Gentilly; thence, successively, the following lines and demarcations: with reference to the said cadastre, the said extension and the northeast line of lots 249 to 257 inclusive; a broken line separating on one side lots 269, 268, 294, 267, 266 and 326 from lots 270, 292, 293, 295, 325, 329, 328 and 327; the extension in lot 326 of the most westerly line of lot 327; part of the south line of lot 326 easterly to the dividing line between lots 223 and 224; part of the said dividing line to a line running mid-way between the two main lanes of autoroute No. 30; such mid-way line

dernière ligne à mi-distance en allant vers l'ouest jusqu'à la ligne séparant le cadastre de la paroisse de Saint-Édouard-de-Gentilly du cadastre de la paroisse de Notre-Dame de La Nativité de Bécancourt; partie de ladite ligne séparative de cadastres jusqu'au côté nord-ouest de la route n° 3; le côté nord-ouest de ladite route jusqu'au prolongement de la ligne nord-est du lot 226 du cadastre de la paroisse de Notre-Dame de La Nativité de Bécancourt; puis en se référant audit cadastre, ledit prolongement à travers la route n° 3 et ladite ligne nord-est du lot 226 jusqu'au côté sud-est du chemin du Côteau de Roche; le côté sud-est dudit chemin jusqu'au prolongement à travers ledit chemin de la ligne sud-ouest du lot 200; ledit prolongement et ladite ligne sud-ouest du lot 200, cette ligne se prolongeant jusqu'au côté nord-ouest de la route n° 3; le côté nord-ouest de la route n° 3 en allant vers le sud-ouest jusqu'à la ligne sud-ouest du lot 198; la ligne sud-ouest des lots 198, 145 et 146 et son prolongement jusqu'à la ligne médiane de la rivière Bécancourt; la ligne médiane de ladite rivière en remontant son cours jusqu'au prolongement de la ligne nord-ouest du lot 531; ledit prolongement; la ligne nord-ouest du lot 531 jusqu'à la ligne médiane de la rivière Judith; la ligne médiane de ladite rivière en remontant son cours jusqu'au prolongement de la ligne la plus au nord-est du lot 11 du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Angèle de Laval; puis en se référant audit cadastre, ledit prolongement; la ligne la plus au nord-est du lot 11 et la ligne nord-est du lot 10, cette dernière prolongée jusqu'à la ligne médiane du fleuve Saint-Laurent; la ligne médiane dudit fleuve en descendant son cours jusqu'au prolongement de la ligne est du lot 279 du cadastre de la paroisse de Saint-Édouard-de-Gentilly; ledit prolongement en allant vers le sud jusqu'à la rive sud du fleuve Saint-Laurent; enfin la rive sud dudit fleuve en remontant son cours jusqu'au point de départ. »

westerly to the line dividing the cadastre of the parish of St. Édouard-de-Gentilly from the cadastre of the parish of Notre-Dame de La Nativité de Bécancourt; part of the said dividing line between cadastres to the northwest side of route No. 3; the northwest side of the said route to the extension of the northeast line of lot 226 of the cadastre of the parish of Notre-Dame de La Nativité de Bécancourt; then with reference to such cadastre, the said extension across route No. 3 and the said northeast line of lot 226 to the southeast side of the Côteau de Roche road; the southeast side of the said road to the extension across the said road of the southwest line of lot 200; the said extension and the said southwest line of lot 200, such line extended to the northwest side of route No. 3; the northwest side of route No. 3 southwesterly to the southwest line of lot 198; the southwest line of lots 198, 145 and 146 and its extension to the centre line of the Bécancourt river; the centre line of such river upstream to the extension of the northwest line of lot 531; the said extension; the said northwest line of lot 531 to the centre line of the Judith river; the centre line of such river upstream to the extension of the most northeasterly line of lot 11 of the official cadastre of the parish of St. Angèle de Laval; then with reference to such cadastre, the said extension; the most northeasterly line of lot 11 and the northeast line of lot 10, such line extended to the centre line of the river St. Lawrence; the centre line of the said river downstream to the extension of the east line of lot 279 of the cadastre of the parish of St. Édouard-de-Gentilly; the said extension southerly to the south shore of the river St. Lawrence; finally the south shore of the said river upstream to the starting point."

Entrée en
vigueur.

7. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

7. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming
into force.